



Prime Minister Stephen Harper's new budget implementation bill puts workers' lives at risk and we need your help now to stop it.

Buried deep in the 308 pages his finance minister just tabled are amendments to the Canada Labour Code that would make the federal health and safety law on the **right to refuse dangerous work the weakest in the country** and endanger the lives of hundreds of thousands of workers.

Bill C-4 will weaken the existing right of workers to refuse dangerous work. Exposure to hazardous substances likely to result in a chronic illness, disease, or damage to the reproductive system will no longer be a valid reason for a worker to invoke the right to refuse dangerous work.

Imagine, knowing what we know about asbestos exposure, that a federal worker would now be unable to refuse dangerous work if his employer told him to remove asbestos from a workplace without proper safety gear?

Imagine, knowing what we know today about the impact of certain chemicals on women's reproductive health, that a worker would no longer have the right to refuse dangerous if her employer gave her work that exposed her to those chemicals?

Conservative proposals would make the Canada Labour Code the only health and safety laws in the country that would make it legal for an employer to discipline a worker who refuses dangerous work. It's a dangerous precedent that must be stopped now!

You can help stop this now! [Let your MP know what you think about the Harper government's move to endanger the lives of workers. Email your MP now](#)

Le nouveau projet de loi d'exécution du budget du Premier ministre Stephen Harper met en danger la vie des travailleuses et travailleurs et nous avons besoin de votre aide maintenant pour le bloquer.

Les modifications au Code canadien du travail, profondément enfouies dans le document de 308 pages que son ministre des Finances vient tout juste de déposer, signifient que cette **loi fédérale sur la santé et sécurité deviendrait la plus faible législation canadienne** en matière de droit de refuser un travail dangereux et mettrait en danger la vie de centaines de milliers de travailleuses et travailleurs.

Le projet de loi C-4 va affaiblir l'actuel droit des travailleuses et travailleurs de refuser un travail dangereux. L'exposition à des substances toxiques susceptibles d'entraîner des maladies parfois chroniques ou des effets à long terme sur le système reproducteur ne sera plus une raison valable pour une travailleuse ou un travailleur d'invoquer son droit de refuser un travail dangereux.

Imaginez, sachant ce que nous savons de l'amiante, qu'il serait désormais impossible pour un travailleur de refuser un travail dangereux si son employeur lui demande d'enlever de l'amiante sur un lieu de travail sans le matériel de sécurité adéquat?

Pouvez-vous imaginer, sachant ce que nous savons aujourd'hui des effets de certaines substances chimiques sur la santé génésique des femmes, qu'une travailleuse n'aurait plus le droit de refuser d'effectuer un travail dangereux si le travail que lui donne l'employeur l'expose à ces substances?

Les propositions des conservateurs feraient en sorte que le Code canadien du travail serait la seule législation en matière de santé et sécurité au pays qui permettrait à un employeur de prendre des mesures disciplinaires en toute légalité contre une travailleuse ou un travailleur qui refuse d'effectuer un travail dangereux. C'est un précédent dangereux qui doit être arrêté dès maintenant!

Vous pouvez aider à y mettre fin dès maintenant! [Faites-savoir à votre député ou députée ce que vous pensez de la décision du gouvernement Harper de mettre en danger la vie des travailleuses et travailleurs.](#)
[Envoyez un courriel à votre député ou députée maintenant.](#)